

## Circulez vous êtes filmés

Samedi 1<sup>er</sup> mai, au sein du défilé syndical populaire et revendicatif de Grenoble, se tenait un groupe d'un quarantaine de membres de la Confédération nationale du travail CNT (anarchiste) dont certains étaient affublés d'un masque de carnaval. Leurs mots d'ordre étaient sans équivoques hostiles à la présence de caméra de vidéo surveillance dans les rues de la ville. Sur le parcours de la manifestation qui se dirigeait vers le centre ville, ces manifestants, joignant le geste à la parole, ont brisé une caméra panoramique suspendue au sommet d'un réverbère. Une action inacceptable, certes ! Mais on peut, légitimement se poser la question de l'efficacité de ce dispositif coûteux, tant sur le plan de la prévention que de la protection des biens et des personnes. Au stade des Alpes, les caméras vidéo n'avaient pas empêché la destruction de 250 sièges et les empoignades entre groupes de supporters rivaux. En Grande Bretagne, par exemple, une étude de la police a montré que ce dispositif n'avait pu stopper les attentats, ni permis les arrestations des auteurs. Est-ce que les campagnes lancinantes médiatisées et politisées à dessein visent pas avant tout la mise au pas des citoyens de ce pays, militants, associatifs qui se refusent à admettre la fatalité de la crise financière et ses conséquences, de fichier les personnes reconnues sur les bandes vidéo qui affichent un point de vue défavorable aux politiques gouvernementales actuelles. Pouvoir d'Etat, pouvoirs locaux, ne font-ils pas de l'insécurité un fond de commerce facile pour mieux évacuer les soucis du quotidien, emploi, salaire, prix à des denrées alimentaires, santé, retraites. N'y aurait-il pas mieux à faire des deniers publics, par exemple en maintenant sur place un véritable service public de proximité de la police nationale ? Le ministre de l'intérieur a décidé de supprimer 150 postes de la brigade urbaine grenobloise. On sait que la violence économique engendre par contre coup, la violence sociale. Et se pose aujourd'hui, la question d'offrir un futur aux nouvelles générations par le maintien de débouchés professionnels, par l'usage des fonds publics destinés avant tout à l'emploi, la formation, l'éducation, de la culture et du sport.

La ville de Grenoble serait sans doute plus pertinente dans ses priorités et ses choix si elle consacrait autrement qu'aux caméras vidéo ses moyens budgétaires par la valorisation des associations de jeunes, ces maisons des jeunes qui en 2009 ont licenciés huit éducateurs animateurs, qu'elle apporte un appui résolu aux projets santé- prévention, à l'organisation dans chaque quartier de forums pour l'emploi et la formation avec le concours de la Chambre des métiers, des lycées techniques et professionnels du département, en mobilisant également les services du travail et de l'emploi, l'Education nationale.

Il y a sans doute des pistes à explorer qui ne sont seulement exclusivement liées à la répression, mais davantage à la prévention, à l'accompagnement. Bandes de délinquants, réseaux de trafiquants, leaders de l'économie souterraine qu'il faut stopper, se nourrissent réciproquement des situations économiques créées, de la détresse morale et matérielle, de l'abandon de quartiers, de l'indifférence des individus entre eux, toutes choses que caméras et policiers répressifs ne pourront seuls éradiquer. Il y a tout lieu de repenser le futur qu'à travers les technologies de contrôle.

RF